

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Outre-Mer (possessions françaises, France) > **L'outre-mer tout aussi insurgé contre la réforme des retraites**

OUTRE-MER

L'outre-mer tout aussi insurgé contre la réforme des retraites

lundi 27 mars 2023, par [SARTRE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mars 2023).

De La Réunion à Tahiti, en passant par la Guadeloupe et la Martinique, la mobilisation syndicale contre la réforme des retraites ne faiblit pas. Au risque, sur place mais aussi à Paris, d'un élargissement des revendications à des causes spécifiques aux territoires ultramarins.

En kreyol, syndicats « *pa ka moli* » (« *ils ne lâchent rien* »). Coupures d'électricité, routes bloquées, « *port mort* », barrages filtrants autour de l'aéroport : toute la palette des modes d'action syndicaux est à l'œuvre ce jeudi 23 mars à La Réunion, par exemple. Voilà plusieurs jours que les personnes mobilisées contre la réforme des retraites ont élargi la gamme de leur expression protestataire, bien au-delà des classiques défilés de la rue du Maréchal-Leclerc à la préfecture, sur le Barachois, face à l'océan Indien.

« *Le plus important pour nous cette fois, c'est notre rassemblement au port, dans l'ouest de La Réunion, là où l'activité économique est concentrée, confirme Jacques Bhugon, secrétaire général de la centrale syndicale CGTR. La centrale électrique Albioma, des opérations escargots, le blocage des dockers... Les initiatives sont diverses et variées. J'appelle la population à se mobiliser contre cette réforme injuste et antisociale. Notre combat a commencé le 19 janvier et nous ne sommes pas découragés ! Nous déciderons de la poursuite des blocages en assemblée générale au fil de la journée.* »

Dans les Antilles françaises et jusqu'en Guyane, l'ambiance et les efforts pour créer une mobilisation large et visible sont absolument comparables. Interrogé par nos confrères du journal *France-Antilles*, Philippe Pierre-Charles, membre du bureau exécutif de la Centrale démocratique martiniquaise du travail (CDMT), qualifiait l'intervention d'Emmanuel Macron à la télévision mercredi 22 mars de « *dérisoire, menaçante et hypocrite* ».

Blocage routier à Saint-Pierre, sur l'île de La Réunion, lors de la journée de mobilisation contre la réforme des retraites, le 23 mars 2023. © Photo Ophélie Vinot / Hans Lucas via AFP

Sur cette île, les perturbations les plus fortes sont attendues dans le milieu scolaire, avec des dizaines d'établissements et de crèches fermés. Là aussi, et depuis environ dix jours, des zones commerciales, des hypermarchés ou des ronds-points importants pour la circulation à l'échelle de l'île ont été pris pour cibles. Les blocages d'hypermarchés sont particulièrement visibles et importants sur l'île, qui connaît d'intenses problèmes socio-économiques liés à la grande distribution des biens par une minorité ultrapuissante d'importateurs.

À Papeete, capitale de la Polynésie française, sur l'île de Tahiti, l'intersyndicale des fonctionnaires d'État, composée de l'Unsa, d'Alliance police nationale, de Solidaires et du Syndicat territorial des

instituteurs (Stip), appelle à une nouvelle mobilisation, ce jeudi. La manifestation doit être organisée sous la forme d'un sit-in devant le Monument aux morts, face au Haut Commissariat. Bien que les modalités d'application de la réforme soient très différentes de celles de la métropole sur ce territoire largement autonome, la mobilisation ne se dément pas depuis le mois de janvier.

Motion de censure outre-mer

Si elles sont tout aussi remontées contre le projet gouvernemental que dans l'Hexagone, les opinions publiques ultramarines peuvent compter sur le soutien de la quasi-totalité de leurs élu·es. Ainsi, des sept député·es de La Réunion qui ont tous et toutes voté la censure du gouvernement d'Élisabeth Borne. Et ce malgré leurs appartenances politiques différentes.

La séquence politique qui a vu la première ministre échapper à la démission à neuf voix près a d'ailleurs remis les député·es ultramarin·es au centre du jeu. Auteurs de la seule motion de censure transpartisane et donc susceptible d'être adoptée, les députés du groupe Liberté indépendants outre-mer et territoires (Liot) ont cru leur heure venue. « *Lundi, le gouvernement pourrait bien tomber et même si ce n'est pas certain, nous ferons tout pour qu'il tombe !* », s'enthousiasmait, auprès de Mediapart, le député (Liot) de Guadeloupe Olivier Serva, le jour de l'utilisation par Élisabeth Borne de l'article 49-3 de la Constitution. Olivier Serva, pour déterminé qu'il était à faire chuter le gouvernement, n'en faisait pas moins partie de la majorité présidentielle lors de la précédente mandature.

Il ne fait, lui, pas partie du groupe Liot mais le député (GDR) de Guadeloupe Christian Baptiste confirme l'analyse de son collègue. « *Le gouvernement a profondément méprisé les députés dits d'outre-mer tout au long de cette discussion sur la réforme des retraites et voilà que nous sommes au centre du jeu ! Aujourd'hui, on se rend compte que le centre, c'est nous ! Il y a eu un manque de considération pour l'ensemble de la représentation nationale. Alors que toutes les voix comptaient !* » Il a voté la motion de censure proposée par le groupe Liot.

Tout comme les élu·es de La Réunion, de la Martinique, de la Guyane et de Polynésie. Seul·es les député·es de Nouvelle-Calédonie et un élu de Mayotte manquaient à l'appel. Il faut dire que ces deux territoires ont des agendas et des préoccupations macropolitiques différents des autres territoires ultramarins. Mansour Kamardine, député Les Républicains (LR) de Mayotte, a appelé au soutien du gouvernement parce qu'il n'y a, selon lui, « *pas de temps à perdre* ». Dans un communiqué, il s'est réjoui de ce que « *dans un mois, l'opération de grande envergure Wuambushu de reconquête du territoire, de lutte contre l'immigration clandestine et l'insécurité à Mayotte sera lancée sous l'impulsion du ministre de l'intérieur et des outre-mer* ».

Une colère plus large

« *À La Réunion, 90 % des entreprises comptent moins de dix salariés et ils sont tous payés au Smic, s'indigne Jacques Bhugon, de la CGTR, à La Réunion. Les conventions collectives signées à l'échelle nationale ne s'appliquent pas ici : notre appel à la mobilisation est certes lancé contre la réforme des retraites mais aussi contre la vie chère et pour la hausse des salaires.* » Services publics en voie de disparition, cherté des billets d'avion et manque de « *continuité territoriale* », mépris institutionnalisé : les raisons de la colère sont bien ancrées dans chaque île et en Guyane.

La mobilisation ultramarine à Paris ne concerne d'ailleurs pas que les élu·es. Il y a quelques jours, Romain Katambara et quelques-uns de ses amis ont tenté de déployer une banderole devant l'Assemblée nationale : ils ont été interpellés par la police « *comme des terroristes* » et ont écopé d'une amende pour rassemblement non autorisé.

Ces jeunes font partie du mouvement Ka Ubuntu, un collectif panafricain et indépendantiste réunionnais. « *La réforme des retraites, qui va s'appliquer de plein droit à La Réunion et renforcer nos inégalités sociales, illustre notre statut colonial car nous n'avons pas notre destin entre nos mains, avance Romain Katambara. C'est pour ça que nous sommes indépendantistes ! Voilà le message que nous souhaitons faire passer à propos de la réforme des retraites.* »

Dans le même temps, une tribune signée de l'écrivain antillais Patrick Chamoiseau et de plusieurs dizaines de personnalités de « *la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion ; gens d'ailleurs et de tous les côtés* » appelait les Ultramarines et Ultramarins à « *faire pays* ».

Dans ce qui est décrit dans le document comme « *un moment historique* », les pétitionnaires appellent une fois de plus à sortir « *des fictions territoriales, identitaires, historiques et culturelles* » que sont les départements d'outre-mer (Dom). C'est encore un autre nom pour une autre forme de la « *gilet-jaunisation* » des outre-mer : la colère couve toujours en pays dominé.

Julien Sartre

P.-S.

• Mediapart. 23 mars 2023 à 15h18 :
<https://www.mediapart.fr/journal/politique/230323/l-outre-mer-tout-aussi-insurge-contre-la-reforme-des-retraites>

• *Les articles de Julien Sartre dans Mediapart :*
<https://www.mediapart.fr/biographie/julien-sartre>

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

• Si vous souhaitez soutenir l'indépendance et le travail de Mediapart, vous pouvez faire un don :
https://donorbox.org/mediapart?default_interval=0